

Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil, 2021, 321 p.

Laurent Warlouzet



Une histoire transnationale, non militaire et à parts égales de la Guerre froide, voici le pari du nouveau livre de Sandrine Kott, professeure à l'Université de Genève. Elle utilise pour cela l'angle des organisations internationales, sans privilégier le point de vue occidental, mais en insistant au contraire sur les circulations des savoirs et des individus entre l'Ouest, l'Est et le Sud. De vastes fonds d'archives, ceux de l'ONU, du Bureau international du travail (BIT), de l'UNESCO, de la Fédération syndicale mondiale d'obédience communiste, entre autres, ont été consultés, sans oublier quelques archives nationales comme celles de la Stasi. L'auteur s'appuie aussi sur ses travaux précédents concernant l'Allemagne puis le BIT.

L'ouvrage insiste sur le rôle d'organisations internationales paneuropéennes assurant des contacts entre l'Est et l'Ouest. La première fut l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRAA / Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction), particulièrement utile dans une Europe de l'Est plus ravagée encore que l'Ouest par les massacres de populations. Dissoute en 1946, elle survit néanmoins à l'Est à travers l'action, notamment de la Fondation Rockefeller, qui crée un fonds de secours international pour les enfants, ancêtre de l'UNICEF. La commission économique pour l'Europe de l'ONU est la première agence régionale des Nations unies. Si elle décline rapidement avec la Guerre froide, son existence permet de maintenir quelques contacts entre l'Est et l'Ouest. La Guerre froide limite en effet l'internationalisation par les institutions officielles car les États-Unis dominent le système onusien et le stalinisme cible ceux accusés de « cosmopolitisme » comme des ennemis du régime. Peu après, en 1956, la répression soviétique en Hongrie autorise la première opération d'ampleur du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) créé depuis peu.

La contribution spécifique de l'Est à l'internationalisme est particulièrement bien mise en valeur. Les experts de l'Est apportent une contribution pionnière aux travaux sur les femmes et sur l'éducation des enfants, en particulier du fait de la présence massive des orphelins. Sandrine Kott évoque l'impression qu'ont eue ces travaux sur le pédiatre français Robert Debré, qui décrit en 1949 le Centre international de l'enfance comme un important « lien intellectuel » entre l'Est et l'Ouest (p. 73). De même, la Tchécoslovaquie sert de référence dans les travaux internationaux sur la sécurité sociale menés après-guerre du fait de son expérience pionnière en la matière depuis les années 1930.

Nul idéalisme ne prévaut toutefois dans cet ouvrage, qui n'ignore pas la nature dictatoriale et violente des régimes en place. La collaboration des régimes communiste dans la répression est ainsi évoquée, notamment à partir de l'ouvrage récent d'Emmanuel Droit sur l'« internationale tchékiste »¹. Au contraire, la coopération économique par le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) est moins active, comme les travaux de Simon Godard l'ont montré², mais elle permet la circulation d'experts. La coopération politico-culturelle est vive, mais de plus en plus prise en charge par une gauche non soviétique qui critique l'URSS dans les années 1960. Sur le terrain, dans les pays du bloc soviétique, l'enseignement du russe est rejeté et les voyages en URSS suscitent bien souvent des déceptions. Les pays en développement sollicitent l'aide de l'Est, mais dans une perspective purement instrumentale : les Indiens commencent l'aciérie de Bhilai avec les Orientaux et la terminent avec les Occidentaux³. Cette perspective multiscalaire permet ainsi de bien prendre conscience de la très faible adhésion au modèle soviétique, à rebours de la profonde américanisation des populations occidentales (p. 94). Inversement, les contradictions des États-Unis, souvent aveuglés par leur antisoviétisme, sont tout aussi bien mises en valeur.

Dans les années 1960, la Détente permet une normalisation, d'autant que l'idée de convergence économique entre Est et Ouest progresse. Les études sur la planification soviétique se multiplient. À partir de 1966, la Fondation Ford finance des missions de l'Ouest vers l'Est. Le commerce Est-Ouest se développe, même s'il part d'une base très faible (environ 6 % des échanges intra-européens). Les contacts se développent aussi à l'occasion des mouvements pacifistes, des négociations de désarmement, et de la conférence d'Helsinki.

Entre alors sur scène un nouvel acteur, le Sud, étudié à travers les débats autour des politiques de développement, du rôle de Robert McNamara pour renforcer l'action de la Banque mondiale dans ce domaine (1968-1981), et enfin du « Nouvel Ordre économique international » de 1973. L'auteur souligne d'ailleurs la relative modération de ce programme de réformes, qui s'inscrit dans un cadre libre-échangiste. L'ouvrage explore les voies des convergences entre l'Est et le Sud, sans occulter ses limites : pour les deux partenaires, le but des échanges commerciaux reste d'obtenir des excédents en devises finançant les importations de l'Ouest. L'Est est d'ailleurs divisé par la rupture sino-soviétique, la Chine faisant parfois figure de modèle pour le Sud, notamment à travers ses missions médicales. La faillite du modèle soviétique dans les années 1980, et des pays du Sud qui ont suivi le plus fidèlement ses recettes (Éthiopie, Angola, Tanzanie : p. 195) renforce ce déclin. De l'autre côté du rideau de fer, les Occidentaux sont tout aussi divisés. À partir des années 1970, les Américains réagissent avec vigueur à cette influence croissante du Sud dans des organisations qu'ils dominaient initialement, et ils n'hésitent pas à les quitter ponctuellement. Le livre se ferme sur les mouvements transnationaux paneuropéens pacifistes, féministes, écologistes et de soutien aux droits de l'homme.

¹ Emmanuel Droit, *Les polices politiques du bloc de l'Est. À la recherche de l'internationale tchékiste, 1955-1989*, Paris, Gallimard, 2019.

² Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme. L'expérience du CAEM et la construction du bloc socialiste (1949-1989)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.

³ Voir un autre exemple concernant l'Inde dans David C. Engerman, « Icônes de l'amitié : l'aide soviétique, l'acier indien et la Guerre froide économique », *Monde(s)*, 18, 2020, p. 95-108.



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 30 mars 2021

Relativement court (220 pages de textes) et facile à lire, associant des recherches originales en archives et la synthèse d'une bibliographie foisonnante et multilingue, cet ouvrage devrait rapidement s'imposer comme une référence d'histoire globale. En émergent des réseaux internationaux et transnationaux qui ont résisté aux divisions Est-Ouest et Nord-Sud, en autorisant une circulation des savoirs et des experts, dès lors qu'un minimum de consensus politique existait, et qu'une compétence technique se manifestait. L'échec des internationalismes alternatifs à celui de l'ONU a également été une constante, l'institution faïtière résistant finalement à toutes les avanies.